

## ***L'actu du Mois!*** ***Projet de loi "Engagement et Proximité"***

Je suis intervenue le 8 octobre dernier en discussion générale de l'examen de ce projet de Loi engagement et proximité au Sénat. Au cours de mon intervention, j'ai notamment regretté que le projet de loi ne traite pas :

- des baisses de dotations de l'Etat ou de la suppression de la taxe d'habitation, contraires à l'autonomie fiscale des collectivités locales,
- de la timidité des mesures liées aux intercommunalités XXL et de l'absence de dispositions relatives aux supers régions qui éloignent le pouvoir des citoyens,
- de l'assouplissement minimal de la Loi NOTre,
- de l'absence de signes d'un acte III de la décentralisation, pourtant réclamé par toutes les associations d'élus.



**Avec la réforme territoriale et la priorité donnée au couple intercommunalité-région, la légitimité technique par la compétence est peu à peu en train de remplacer la légitimité politique par le suffrage. C'est ce qui explique notamment le malaise des élus locaux. De même, il n'est pas nécessaire de légiférer tout le temps et sur tout car, à mon sens, la solidarité entre les territoires et la confiance entre les élus locaux ne se décrète pas : elle se vit au quotidien.**

Enfin, j'ai évoqué la difficulté pour tout élu local de **concilier vie familiale, vie professionnelle et mandat électif**, en particulier pour les femmes, engagées en nombre dans la vie publique locale, mais aussi la difficulté de se reconverter en fin de mandat.

**M'appuyant sur vos retours à mon questionnaire, j'ai déposé des amendements en vue d'améliorer vos conditions d'exercice visant notamment à :**

- Instaurer un temps partiel de droit pour les salariés membre d'un exécutif local ;
- Relever le seuil de mise en concurrence des marchés publics à 50 000 euros,
- Prendre en compte le temps bénévole consacrés à la collectivité et au public dans le décompte des droits à la retraite,
- La création d'un fonds visant à financer des prêts pour les anciens élus souhaitant créer leur entreprise,
- Accorder le droit à un salarié du secteur privé élu de suspendre son contrat de travail jusqu'à l'expiration de son mandat,
- Redonner un pouvoir accru à la Commission départementale de coopération intercommunale (CDCI) en imposant au préfet de soumettre le projet de schéma de coopération intercommunal à l'approbation de la CDCI,
- Rendre obligatoire le versement de l'indemnité maximale pour les élus des plus petites communes (le différentiel de coût avec le système actuel étant compensé par une dotation de l'Etat).

**Le 24 octobre, ce texte a été adopté à la quasi-unanimité.**

**Retrouvez en pièce jointe à cette newsletter, les principaux apports du Sénat sur ce texte.**

Retrouvez ici, [la vidéo de mon intervention en cliquant sur ce texte.](#)



## ***Privatisation de la Française des Jeux***

J'ai interpellé le gouvernement sur la privatisation à venir de la Française des Jeux. Au delà du non sens économique de cette opération visant à brader une activité très rentable, je m'inquiète des conséquences de cette privatisation sur l'accès libre aux jeux d'argent des personnes vulnérables (les mineurs notamment) et les risques accrus de blanchiment d'argent.

Cette décision aura également de graves conséquences pour les communes qui possèdent sur leur territoire un casino, source d'emplois et de revenus souvent importants pour leur budget.

## ***Mes dernières questions écrites...***

- ➔ Question orale sur la mise en place d'une prime de vie chère et d'aides au logement en Haute-Savoie.
- ➔ Question écrite sur les recours abusifs contre les décisions communales.
- ➔ Question écrite sur la baisse du plafond de la taxe additionnelle à la taxe sur le foncier non bâti.
- ➔ Question écrite relative aux modifications du régime par rente des élus locaux.
- ➔ Question écrite concernant la réduction des dépenses de biologie médicale en 2020.

Retrouvez le détail de mes questions au lien suivant: ***questions parlementaires.***

# #Sénatrice sur le terrain, à l'écoute des élus !



## Echanges avec les collégiens du service jeunesse de Saint-Pierre-en-Faucigny

Rencontre avec de jeunes collégiens du service jeunesse de Saint-Pierre-en-Faucigny pour leur parler du rôle du Sénateur en vue de leur future visite du Sénat.



**25ème anniversaire de la Maison Départementale des Sports**



## Débat "adapter la France aux dérèglements climatiques à l'horizon 2050"

A l'occasion de ce débat, je suis intervenue en séance publique auprès d'Elisabeth Borne, Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire pour rappeler les conséquences graves de la fonte des glaciers sur les débits des fleuves. J'ai pu interpeller la Ministre sur deux sujets d'actualité majeurs :

➔ L'ouverture à la concurrence des barrages hydroélectriques qui nous fait redouter les conséquences sur la bonne maîtrise de gestion des crues et de soutien d'étiage.

➔ L'absolue nécessité de préserver les stations locales de météo France, menacées à ce jour, dont une est basée à Chamonix-Mont-Blanc.

En effet, ces stations météo comptent en leur sein des agents très compétents qui disposent de la connaissance de terrain indispensable à une prévention efficace de ces zones à risques en montagne. Leur délocalisation vers un centre grenoblois serait un non-sens qui affecterait de manière irrémédiable la prévention de ces dérèglements climatiques en zone de montagne.

## Bonne nouvelle pour les Hôpitaux du Léman!

Les élus de Thonon Agglomération, des CC du pays d'Evian de la vallée d'Abondance et du Haut-Chablais avaient pris une délibération pour participer au financement des travaux des urgences des hôpitaux du Léman. Le Préfet avait alors réclamé le retrait de ces délibérations, jugées irrégulières.

À la demande des élus de ces 3 EPCI, j'avais interpellé le gouvernement par le biais d'une question orale le 3 juillet dernier afin de contester cette décision.

Sébastien Lecornu, ministre délégué aux collectivités locales, m'avait alors répondu qu'il était prêt à missionner la direction générale des collectivités locales (DGCL) afin d'étudier un montage permettant cette participation des 3 EPCI (Établissements publics de coopération intercommunale) au financement des travaux.

Au terme de cette mission de la DGCL, M. Boisson, Sous-prefet de Thonon, a confirmé le 5 octobre dernier que ce financement des 3 EPCI sera finalement possible! Je me réjouis de l'issue favorable de ce litige qui permettra d'apporter le financement indispensable à ces travaux majeurs.



## EN BREF

➔ Visite de Muriel Penicaud, Ministre du Travail, dans l'entreprise familiale de Pernat Industrie et chez Somfy.



➔ Inauguration de l'école de la Muraz : bravo à Nadine Perinet et toute son équipe pour cette magnifique réalisation et pour leur immense investissement pour mener à bien ce projet dans les temps, jusque dans le déménagement!



➔ Belle preuve de confiance des instances de notre parti accordée à notre présidente Virginie Duby-Muller qui accède à la vice-présidence des Républicains aux côtés de notre nouveau président Christian Jacob ! Félicitations Virginie !



➔ Octobre rose à Saint-Jeoire



Me contacter:



Permanence parlementaire - 16, place de l'Hôtel de Ville

74 800 La Roche-sur-Foron - Téléphone: 04 50 25 18 11

s.noel@senat.fr - www.senat.fr - www.sylvianoel.fr